



**Élisabeth Vallet** sur le président que deviendra le républicain Trump *Page B 2*

**Michel David** sur le contentieux hydroélectrique avec Terre-Neuve *Page B 3*

**Idées** La victoire de Trump annonce un changement de la politique américaine *Page B 5*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 NOVEMBRE 2016



Depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain en 1994, des milliers d'usines de multinationales — les maquiladoras — ont été construites au Mexique. Plusieurs analystes estiment que les politiques de Trump pourraient pousser celles-ci à mettre la clé sous la porte. En effet, le futur président a promis de réviser, voire d'abroger, l'ALENA.

YURI CORTEZ AGENCE FRANCE-PRESSE

## Le Mexique attend Trump avec vigilance

Le président désigné fait craindre expulsions et chômage, tout en ravivant une fierté nationaliste, mexicaine celle-là

NANCY CAOUETTE  
à Mexico

« Depuis l'élection de Trump, mes espoirs de me réunir avec ma famille aux États-Unis se sont écroulés. » Logée chez une nonne de Ciudad Juárez, à quelques kilomètres de la frontière du Texas qu'elle souhaite franchir à tout prix, Rosa raconte un épineux et tortueux récit. La mère de 34 ans a vécu six ans aux États-Unis, avant de rentrer au Mexique en 2008 avec son mari et leurs trois enfants. Puis elle a dû se résoudre à renvoyer sa fille chez l'oncle Sam, sans elle.

« En 2012, les médecins ont diagnostiqué une maladie dégénérative chez ma fille de 12 ans, Emily. Les médicaments coûtent 60 000 pesos [4227\$] par mois au Mexique. Nous n'avons pas le choix : il fallait retourner aux États-Unis. Emily est Américaine et bénéficie de Medicare [le système public de santé], raconte-t-elle.

Après s'être vu refuser le visa de tourisme américain, Emilio, le mari de Rosa, traverse à nouveau illégalement aux États-Unis, direction Chicago, où Emily va le rejoindre pour y être traitée. Lettre des médecins à la main, Rosa tente à quatre reprises d'obtenir un permis humanitaire. Rien n'y fait. Désespérée, elle traverse à trois reprises la frontière clandestinement et est expul-

sée autant de fois.

« Ma fille a une espérance de vie de cinq ou six ans. Elle menace maintenant de s'ôter la vie », dit-elle en pleurant, désespérée.

Selon le Pew Research Center, les États-Unis comptent 5,8 millions de clandestins mexicains sur son territoire, des migrants que Donald Trump a traités de « violeurs » et de « criminels » durant sa campagne.

Des migrants comme Claudia, 23 ans, qui est ce qu'on appelle aux États-Unis une « dreamer », une sans-papiers arrivée aux États-Unis durant son enfance. « Je suis fière d'être Mexicaine, mais je suis avant tout Américaine. Je ne connais que les États-Unis », résume celle qui est arrivée au Texas à l'âge de six ans.

Comme quelque 800 000 autres dreamers, Claudia possède un DACA — acronyme anglais d'Action différée pour les personnes arrivées dans l'enfance. Ce visa promulgué par Barack Obama en 2012 protège de l'expulsion les migrants arrivés aux États-Unis avant l'âge de 16 ans.

« J'ai vraiment peur que Trump nous retire le DACA. Je n'ai pas décidé d'entrer illégalement aux États-Unis, je n'étais qu'une enfant ! » dit-elle, en sanglots. « Trump a sûrement un cœur. J'aimerais qu'il se touche le cœur en pensant à

VOIR PAGE B 2 : MEXIQUE

## Le candidat républicain au seuil du pouvoir

Entré en politique en briguant directement la Maison-Blanche il y a un an et demi seulement, Donald Trump succédera à Barack Obama comme 45<sup>e</sup> président des États-Unis. D'ici la cérémonie d'investiture du 20 janvier, la priorité du président désigné est de déterminer comment il pourra gouverner.

MARIE-CHRISTINE BONZOM  
à Washington

La victoire de Donald Trump provoque un séisme dans le monde politique, économique et médiatique américain, qui n'a pas su la voir venir. C'est pourtant dans ce monde que cet anti-politicien doit désormais évoluer. Lui qui a promis à ses supporteurs d'« assécher le marécage » que serait Washington va bientôt devoir y vivre et y travailler.

« L'élection de Donald Trump est une protestation contre les élites », déclare au *Devoir* H. W. Brands, professeur à l'Université du Texas, qui fait partie du groupe d'historiens de la présidence que Barack Obama réunit pour des dîners privés depuis 2009.

Donald Trump a trouvé des réserves de suffrages parmi ceux qui ne voulaient pas avouer leur préférence aux sondeurs, parmi les « indécis », les indépendants et les républicains initialement réticents à sa personnalité et à ses idées, parmi des électeurs qui n'avaient jamais voté et parmi d'autres qui n'avaient pas voté depuis longtemps.

La victoire de Donald Trump s'est étendue à des fiefs démocrates comme le Michigan ou la Pennsylvanie. Elle s'est étendue à des catégo-

ries d'électeurs démocrates telles que les Hispaniques, les Noirs et les ouvriers syndiqués qui, même s'ils ont voté pour Hillary Clinton à une écrasante majorité, ont soutenu Donald Trump plus que Mitt Romney en 2012.

Au bout du compte, Donald Trump sera le premier président républicain à disposer d'une majorité à la Chambre, au Sénat et aux postes de gouverneurs des États depuis au moins 1928.

Donald Trump ne s'est pas targué d'avoir reçu un « mandat » des urnes et il serait bien avisé de s'en tenir à cette humilité nouvelle.

En effet, s'il a gagné le scrutin présidentiel parce qu'il a remporté le collège électoral, sa marge de victoire au collège n'est que de 51 sièges. Surtout, il a perdu — de peu, mais perdu quand même — le vote populaire.

En outre, la majorité républicaine au Sénat, déjà mince avant les législatives qui se déroulaient le même jour que la présidentielle, s'est réduite de deux sièges. Du coup, les démocrates pourront bloquer plus facilement des textes et des nominations de Donald Trump à des postes requérant l'approbation sénatoriale.

Donald Trump se trouve donc devant un dilemme. « S'il gouverne comme un modéré, il pourra rallier certains démocrates, mais il per-

dra le soutien de républicains de droite », explique H. W. Brands. « Je ne m'attends donc pas à une présidence Trump qui puisse unir le pays », poursuit l'historien.

Depuis son élection, Donald Trump, qui a attisé les divisions dans son pays, prône l'unité nationale. « Il est temps de nous rassembler et de panser les blessures de la discorde », a-t-il déclaré dans son discours de victoire.

Sa rivale elle-même a demandé à ses électeurs d'accepter le verdict des urnes. « Nous devons à Donald Trump de garder un esprit ouvert envers lui et de lui donner une chance de diriger », a souligné Hillary Clinton.

**Un appel difficile à suivre**

Mais pour nombre d'Américains, la déception et la peur sont trop profondes pour suivre immédiatement l'appel d'Hillary Clinton. « Les insultes de Trump pendant sa campagne présidentielle résonneront dans mes oreilles pendant encore longtemps », confie au *Devoir* Camille Grosdidier, une féministe ayant voté pour madame Clinton. « Le monde tel que je le connaissais est complètement bouleversé. J'ai peur, je suis en colère et déprimé », lance le grand peintre Eric Fischl. Certains manifestent à Washington, à Seattle ou à Los Angeles. Des Californiens prônent une sécession. D'autres parlent de partir au Canada.

Donald Trump ne saurait s'étonner de ces réactions. Après la réélection de Barack

VOIR PAGE B 3 : POUVOIR



MARK LENNIHAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Donald Trump a trouvé des réserves de suffrages parmi ceux qui ne voulaient pas avouer leur préférence aux sondeurs.

## PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

## Quel président sera Trump ?

ÉLISABETH VALLET



Trump va-t-il construire son mur, expulser les immigrants illégaux, dénoncer l'ALENA, le Partenariat transpacifique (TPP), l'Accord de Paris, changer le visage de la Cour suprême, modifier la structure fiscale ? Sera-t-il, à l'image de présidents atypiques comme Truman ou Reagan, un « autre » président pragmatique que l'histoire jugera, plus tard, comme ayant satisfait aux exigences de sa charge. Le ton des commentateurs se veut rassurant par analogie : Donald Trump est peut-être une réminiscence de Jackson, une déclinaison de Reagan ou le reflet de Nixon. À défaut d'être lénitif, cela atteste de la résilience de la démocratie américaine. Après tout, l'histoire des États-Unis en a vu d'autres... Ou pas. Car il y a ce que l'on sait. Ce que l'on ne sait pas. Et ce que l'on ne dit pas.

## Ce que l'on sait

Le 20 janvier prochain, le président Trump recevra une carte sur laquelle figure le code d'authentification qui lui permet d'accéder au processus de lancement des missiles nucléaires. Simplifié sous Carter, ce processus consiste en un menu réduit d'options qui permet, en quelques minutes, de réagir à une attaque; une fois lancé, il est irrévocable. Et s'il existe un processus de validation de l'identité du président, cela n'est en aucun cas un veto. Pour cette raison, Schlesinger, secrétaire à la Défense de Nixon, avait pris la liberté d'altérer le processus pour éviter d'en laisser les commandes entre les mains du président qui buvait trop. Mais ce n'était pas légal. Donc, sur les codes nucléaires: pas de contrepois.

Ce que l'on sait aussi, c'est que le texte de la Constitution définit un équilibre des pouvoirs, chacun représentant le balancier de l'autre. Or il s'est établi, au cours des années, d'autres formes de contrepois. Entre le candidat et son parti, qui est une coalition de factions. Entre le président et les différentes branches parfois cacophoniques de son gouvernement. Au sein même de la Maison-Blanche, entre les conseillers. Dans ce cadre, les relations établies, les liens de dépendance mutuelle, mais aussi les marchandages font partie du spectre habituel de l'analyse politique.

Mais voilà. Ce président ne doit rien à personne. Les nouveaux (ré)élus des deux chambres ont bénéficié de l'appel d'air qu'il a généré. Il manque un juge à la Cour suprême. Son vice-président n'a rien d'un modérateur. Le Parti républicain n'a laissé dans son entourage que ceux qui avaient déjà été marginalisés (Giuliani, Gingrich, Christie, Palin) et son establishment n'a aucun poids. Les têtes des plus hauts fonctionnaires vont rouler, du fait du *spoils system*. Si le nouveau chef de l'exécutif choisit de ne pas jouer le jeu constitutionnel en gentleman, il en a toute la latitude: il pourra découper en dentelles l'héritage d'Obama par décrets exécutifs et dénoncer unilatéralement des traités (comme W. Bush l'a fait avec le traité ABM sur les missiles antibalistiques). Et il s'écoulera plusieurs années avant que les contrepois juridiques n'exercent leur pouvoir (il y a un décalage substantiel entre le temps exécutif et le temps judiciaire). En bref, il n'y a de *checks and balances* que s'ils sont acceptés par les acteurs du jeu constitutionnel. Lorsqu'un voyou prend possession de la Maison-Blanche: pas de contrepois.

## Ce que l'on ne sait pas

Qui sera l'occupant de la Maison-Blanche ? On ne dispose d'aucun indicateur faute de pouvoir le juger sur son expérience. Or la personnalité d'un président, sa capacité de s'entourer de conseillers compétents, ses filtres cognitifs sont déterminants. Comment une personnalité narcissique, impulsive, active-négative, va-t-elle agir en situation de crise ? Ses conseillers oseront-ils seulement le défier ? Ce que l'on ne sait pas, c'est à quel point Donald Trump va placer le processus décisionnel et la gestion quotidienne entre les mains de conseillers tout-puissants (comme Kissinger et Haldeman sous Nixon ou North et Regan sous Reagan), faute d'une capacité d'attention suffisante et d'une expérience adéquate.

La fonction présidentielle est-elle si noble qu'elle va redéfinir l'homme ? Les caciques du parti avaient promis un changement après l'investiture, une normalisation de leur candidat à l'automne... Mais ça n'a pas eu lieu. La manière dont il dénonce, par l'entremise de Twitter, les manifestations qui se déroulent actuellement dans les rues, y voyant non pas un exercice de la liberté de rassemblement garantie par le premier amendement, mais un complot surnois orduri par les médias, apparaît comme un mauvais présage.

## Ce que l'on ne dit pas

Cette fois-ci, les soupapes pour évacuer la surchauffe et l'implosion du système seront plus difficiles à mettre en œuvre: le système de fuites qui a finalement conduit au Watergate, la « démocratie de la fuite » devant un président paranoïaque et autoritaire (comme Nixon), ou inexpérimenté et imprévisible (comme Reagan), peuvent-ils exister dans une ère post-11-Septembre, où les communications sont contrôlées et surveillées ? À l'heure post-Snowden, Daniel Hellsberg et Deep Throat pourraient-ils aujourd'hui sonner l'alarme alors que les salles de presse se vident ?

Le règne de l'homme blanc en colère ne fait que commencer.



Le futur président des États-Unis n'a pas d'équivalent, bien qu'il fasse songer par certains aspects à Andrew Jackson (1767-1845, on peut voir une statue de lui devant la Maison-Blanche), un président atypique.

## Un César nommé Trump

Le futur président éclaire le passé autant que celui-ci l'éclaire, lui

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Un phénomène tel que Donald Trump ne s'explique pas pleinement en se référant à ses seuls antécédents, ni en plongeant tête première dans l'histoire américaine pour y trouver des précédents. Mais il est permis certainement de regarder derrière pour essayer de voir un peu ce qui se profile devant nous.

Reconnaissons tout de même immédiatement que le personnage n'a pas d'équivalent, bien qu'il fasse songer par certains aspects à Andrew Jackson (1767-1845), un président atypique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, avant que les États-Unis ne soient considérés comme une puissance planétaire, la démocratie « jacksonienne » favorisait une relation avec le peuple dans un rapport anti-élite très particulier pour l'époque. Chantre d'une Amérique blanche, Jackson multiplie les manœuvres pour éliminer les Amérindiens et soutient l'esclavage. Populiste, il ne supporte pas les politiciens de métier et montre facilement son tempérament très bouillant.

Le politologue Louis Balthazar trouve comme d'autres experts quelques similitudes entre Trump et Jackson, bien « qu'il y avait

quelque chose de sympathique chez Jackson », précise-t-il. Chez Jackson comme chez Trump, note Balthazar, « il y a bien quelque chose qui déconcerte complètement l'élite ».

Toujours selon le politologue, il est très difficile de dégager une filiation directe avec l'histoire américaine pour expliquer le phénomène Trump. « La question de l'immigration et des minorités est visiblement très importante, comme elle l'a été pour le Brexit. Trump a joué beaucoup cette carte de l'Amérique blanche qui se sent envahie, en voie d'être mise en minorité. C'est un malaise qui est fort depuis trente ans, qu'on voyait même s'exprimer d'une certaine façon dans le choc des civilisations de Samuel Huntington. »

Les États-Unis ont beau être un pays d'immigration, le rapport à l'Autre y demeure souvent très particulier. « Dans The Paranoid Style, Richard Hofstadter avait déjà montré à quel point l'Amérique était ponctuée d'épisodes où on ne voulait pas entendre parler des étrangers. Les catholiques, le péril jaune, l'anticommunisme, la

crainte du terrorisme, tout cela, au fond, renvoie à un courant qui a toujours existé. Les États-Unis n'auraient jamais été ce qu'ils sont devenus sans montrer plus d'ouverture, mais il y a aussi fréquemment ces moments de crainte paranoïaque qui s'expriment dans la politique de ce pays. » Avec Trump, il semble que quelques démons du passé politique américain ressurgissent en effet.

Il faut remonter au mouvement des Know Nothing pour trouver un élan semblable à celui de Trump, pense Louis Balthazar. Fondé en 1844, le Native American Party, connu aussi sous le nom the Know Nothing puis d'American Party, promet de purifier la politique américaine. Une part de la population considère alors que la politique américaine menace d'être emportée par l'influence de l'immigration allemande et irlandaise catholique. Le mouvement, né d'une scission au cœur des républicains, se divise à propos de la question de l'esclavage et ne réussira pas à s'imposer.

Plus près de nous, il n'est pas interdit de penser à quelques similitudes avec Arnold Schwarzenegger qui, au moment où il fut élu gouverneur de la Californie, était considéré par plusieurs comme un phénomène venu de nulle part, un phénomène de foire présenté sous le chapiteau républicain. Mais Schwarzenegger se révéla plus complexe et politisé que l'image offerte par ses films ne le laissait croire.

## L'Empire

Peut-être n'est-il pas sage de chercher seulement du côté de l'histoire des États-Unis d'Amérique des repères capables de nous aider à mieux situer Donald Trump. Les grands empires, à commencer certainement par l'Empire romain, structurent après tout depuis ses origines l'imaginaire de la république d'Amérique fondée en 1776. Depuis que le pays a des prétentions hégémoniques sur les affaires du monde, l'analogie apparaît d'autant plus appropriée.

Dans sa *Vie des douze Césars*, l'historien Suétone propose des biographies succinctes des grands leaders romains, de Jules César à Domitien. Dans ce classique, il consacre toute une partie à Caius Caligula, personnage qui a fait l'objet de multiples interprétations, notamment au théâtre par Albert Camus. En 1979, le fondateur du magazine *Penthouse*, Bob Guccione, s'était lancé pour sa part dans la production d'un film porno *soft* à grand déploiement consacré à la vie dissolue de cet empereur romain. L'image de ce règne sous forme de bacchanales perpétuelles et de folies diverses s'est imposée.

Suétone présente pourtant Caligula comme

un objet de grande fierté populaire, qui arrive au pouvoir avec le consentement unanime du peuple et du Sénat. « Il excitait cet amour des peuples par tous les moyens de popularité. » Suétone dit même que Caligula « bannit de Rome les inventeurs de débauches monstrueuses ».

Puis, au milieu de son récit, Suétone s'arrête tout net. Il dit: « J'ai parlé jusqu'ici d'un prince; je vais maintenant parler d'un monstre. »

L'historien révèle alors un être épris de spectacles, surtout de celui de sa personne, un être capable d'humilier selon ses desirs et des goûts excessifs, lesquels varient selon ses caprices et les modèles de son orgueil. Caligula exécute volontiers ses proches de manière sanglante. Narcissique au possible, il maltraite les sénateurs selon son bon désir.

Un des traits les plus célèbres du règne de Caligula sera sa volonté de nommer sénateur Incitatus, son cheval préféré. Il lui fit construire une écurie de marbre, avec une auge en ivoire, et utilisait l'armée pour imposer le silence dans les environs afin que l'animal dorme le mieux possible.

L'écrivain britannique Tom Holland, à qui l'on doit des adaptations d'Hérodote, d'Homère et de Virgile, a souligné il y a quelques mois déjà des similitudes surprenantes entre le caractère de Trump et celui de Caligula, deux figures extravagantes dont les politiques à la tête d'un empire apparaissent à peu près impossibles à suivre si on s'en remet aux seules explications logiques.

Caligula finit par être tué par un soldat âgé de la garde prétorienne dont il s'était moqué sous prétexte qu'il le trouvait lâche et efféminé. On ne peut s'empêcher ici de songer aux insultes professées par Trump à l'égard d'anciens militaires autant qu'aux destins tragiques de plusieurs présidents américains.

Mais l'histoire n'a pas tant à déterminer les origines d'un phénomène politique tel Donald Trump qu'à essayer de montrer en quoi des éléments du passé apparaissent constitutifs d'un présent, là où ils se cristallisent sans cesse de manière nouvelle. Autrement dit, Trump éclaire le passé autant que celui-ci l'éclaire, lui. Le grand historien français Marc Bloch, fusillé par les nazis en 1944, écrivait d'ailleurs dans son *Apologie pour l'histoire* que la maladie des historiens est souvent d'oublier qu'« un phénomène historique ne s'explique pleinement qu'en dehors de l'étude de son moment précis ». En somme, une bonne partie de l'analyse à faire au sujet de Trump demeure liée au présent.

Le Devoir

## MEXIQUE

SUITE DE LA PAGE B 1

nous », lance-t-elle, en ajoutant avoir pensé, comme plusieurs de ses amis *dreamers*, à immigrer au Canada après l'élection de Trump.

En plus des expulsions et de la possible érection d'un mur à la frontière, les organisations de défense des droits de la personne du Mexique craignent que les abus contre les migrants augmentent lorsque Trump arrivera au pouvoir. « Mercredi, des agents de migration ont refusé à une migrante son droit à un appel. Ils lui ont dit: "Ce n'est rien par rapport à ce qui t'attend lorsque Trump sera au pouvoir." C'est très préoccupant », explique Rocío Melendez, une avocate qui vient en aide aux migrants à Ciudad Juárez.

## Le spectre du chômage

Donald Trump a aussi promis de réviser, voire d'abroger, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). « Ce traité a beaucoup plus bénéficié au Mexique qu'aux États-Unis », a martelé Trump durant sa campagne. Il a promis d'imposer des droits de douane de 35% au Mexique après son élection.

Cette annonce a été reçue avec certaines craintes au sud du Rio Grande: 80% des exportations mexicaines sont destinées aux États-

Unis. La banque centrale du pays affirme avoir « un plan d'urgence » prêt à être déployé une fois que Trump fera connaître ses politiques.

Depuis la signature de l'ALENA en 1994, des milliers d'usines de multinationales — les *maquiladoras* — ont été construites au Mexique. Plusieurs analystes estiment que les politiques de Trump pourraient pousser celles-ci à mettre la clé sous la porte.

Elsa Patricia Corchado, une employée d'une *maquiladora* américaine d'appareils électroniques, n'est pas du même avis. « J'ai discuté avec des travailleurs de plusieurs usines et personne n'a vraiment peur de perdre son emploi, assure-t-elle. Ce qui préoccupe les Mexicains, c'est le peso, qui est très faible par rapport au dollar. Mais les entrepreneurs, eux, en profitent, car la production coûte moins cher. Vous croyez que Trump va réussir à les convaincre de démanteler leurs usines alors que c'est bénéfique pour eux d'être ici, avec de la main-d'œuvre bon marché ? » Elle souligne du même souffle que le nouveau président ne disposera que de quatre ans pour démanteler des usines « cimentées » au Mexique depuis plus de 20 ans.

## Nationalisme contre nationalisme

Selon Manuel Lira, un artiste audiovisuel de Mexico, la faiblesse du peso et toutes les « promesses racistes » de Trump constituent de parfaits prétextes à l'émancipation du Mexique. « Le moment est venu de se rendre compte que le système oppresseur américain qui se trouve au-

dessus de nos têtes ne fonctionne pas », lance-t-il au milieu d'une poignée de manifestants rassemblés au centre-ville de Mexico pour dénoncer l'élection de Trump.

Cent ans après l'établissement de la Constitution mexicaine, Manuel Lira estime que le temps est venu pour les Mexicains d'entreprendre une nouvelle bataille. « Je pense que les Mexicains intelligents sont prêts pour une révolution. Tout comme Trump, notre président, Enrique Peña Nieto, provient du monde de la télévision et des médias. Ce type de présidents nous a nuï. Nous avons manifesté, mais il se trouve toujours au pouvoir », constate-t-il.

Les Mexicains ont qualifié d'« erreur historique » la visite de Donald Trump au Mexique en septembre. Enrique Peña Nieto, dont la popularité ployait déjà sous le poids de nombreux scandales de corruption et d'histoires d'enlèvements et d'exécutions irrésolues, a été accusé d'avoir participé à la victoire de Trump.

« La majorité des Mexicains ne sont pas fiers d'être Mexicains. Il faut reprendre notre nationalisme et montrer que nous sommes indépendants, que nous n'avons pas besoin des États-Unis », affirme Manuel Lira, qui espère que la présidentielle mexicaine de 2018 portera au pouvoir un candidat « prêt à se battre pour les Mexicains » plutôt que de chercher de fourbes façons de s'enrichir.

Collaboratrice  
Le Devoir

## PERSPECTIVES

## RÉFORME ÉLECTORALE

## L'Île-du-Prince-Édouard comme présage ?

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

La chose est passée un peu inaperçue tant l'attention de la planète était dirigée vers l'élection présidentielle de nos voisins du Sud. Néanmoins, le plébiscite de lundi à l'Île-du-Prince-Édouard sur la réforme électorale a attiré l'attention de ceux qui, à Ottawa, plangent sur une refonte du mode de scrutin. La tentation est forte, dans tous les camps, de s'en inspirer... pour des raisons différentes.

Le référendum n'a pas suscité les passions : à peine 36% des électeurs, ou 37 040 personnes, se sont prévalus de leur droit de vote. La représentation proportionnelle mixte est arrivée en tête avec 52% des voix.

Victoire pour les réformistes ? Pas nécessairement. Dès le lendemain, le premier ministre de la province insulaire, Wade MacLauchlan, a déclaré qu'il était « peu convaincu que ces résultats [puissent] être présentés comme constituant l'expression d'une volonté claire des Prince-Édouardiens ». Il n'est donc pas acquis que le gouvernement ira de l'avant avec la réforme réclamée. Le plébiscite n'était d'ailleurs pas contraignant, a pris la peine de rappeler le premier ministre.

C'est que le bulletin de vote utilisé pour le plébiscite comprenait cinq systèmes électoraux que les électeurs ont dû numéroter par ordre de préférence : le statu quo, deux systèmes de représentation proportionnelle (mixte et à circonscriptions binomiales), le vote préférentiel ainsi que le statu quo plus chef (système par lequel tous les partis obtenant au moins 10% du suffrage feraient élire leur chef). Les options les moins populaires étaient rejetées une à une, et les seconds choix redistribués, jusqu'à ce qu'une des options obtienne 50% des voix plus une.

Il aura fallu éliminer trois options pour qu'émerge un vainqueur. Le statu quo est en effet arrivé en tête au premier décompte, avec 31% des suffrages contre 29% pour la proportionnelle mixte. L'élimination du statu quo plus chef (l'option la moins populaire à 7,6%) a, sans surprise, fait gonfler l'avance du statu quo à 36%. Même scénario quand le vote préférentiel (11,5%) a été écarté : le statu quo est alors passé à 40% d'appuis.

La balance a penché dans l'autre direction lors du quatrième et dernier décompte, après l'élimination du système proportionnel à circonscriptions binomiales. Les partisans de cette option se sont à 74% rangés derrière le système proportionnel restant, qui l'a alors remporté.

## Psyché électorale et Ottawa

Les résultats à l'Île-du-Prince-Édouard sont intéressants à décortiquer, car ils permettent de penser la réforme électorale en dehors d'une logique binaire : pour ou contre une réforme particulière. En effet, les référendums provinciaux passés n'avaient que soumis une réforme spécifique aux électeurs, qu'ils devaient soit soutenir, soit rejeter. Ainsi, les électeurs de la Colombie-Britannique ont rejeté en 2005 puis en 2009 le « vote unique transférable ». Ceux de l'Île-du-Prince-Édouard ont rejeté la



Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Wade MacLauchlan

proportionnelle mixte en 2005. Et les Ontariens ont aussi dit non à la proportionnelle mixte en 2007. Chaque fois, une interrogation fusait : en rejetant la réforme proposée, les électeurs embrassaient-ils pour autant le statu quo ?

À Ottawa, les résultats de lundi amènent ceux qui plangent sur une réforme électorale fédérale à tirer des conclusions, bien différentes selon le camp dans lequel ils se trouvent. Dans les coulisses gouvernementales, on souligne à gros traits que le plébiscite prouve qu'il est facile d'obtenir un consensus contre le système actuel (au premier décompte, 69% des Prince-Édouardiens ont voté pour une forme ou une autre de système substitutif, mais beaucoup plus difficile de rallier une majorité en faveur d'une réforme en particulier (au premier décompte, la représentation proportionnelle mixte n'a recueilli que 29% des voix totales, ou 42% des voix réformistes).

On affirme que la ministre Monsef ne veut pas préjuger des résultats des consultations qui ont cours — et qui se poursuivront à grande échelle en décembre lorsque les 13 millions de foyers canadiens recevront une invitation à aller donner leur avis sur un site en ligne. Mais on indique aussi qu'elle a besoin d'un consensus quelconque en faveur d'un système particulier pour aller de l'avant avec une réforme et que, jusqu'à présent, elle n'a pas vu ce consensus.

Du côté du Nouveau Parti démocratique (NPD) et du Parti vert (PV), l'avis est diamétralement opposé. Nathan Cullen représente le NPD au comité parlementaire menant les consultations. « L'appui pour la proportionnalité est très fort. Pas pour un système spécifique, mais pour cette famille de systèmes », lance-t-il. Et le résultat de lundi à l'Île-du-Prince-Édouard vient confirmer cette tendance, à son avis. La chef du PV, Elizabeth May, abonde en ce sens : « Les citoyens ont choisi le système de vote proportionnel et ont rejeté le système actuel. »

## Un début de consensus pour la proportionnelle

Quelle forme devrait prendre le nouveau mode de scrutin fédéral ? Les citoyens consultés ne s'entendent pas, mais un consensus semble se dégager en faveur d'une forme de proportionnelle. Le gouvernement a demandé aux 338 députés fédéraux d'organiser des assemblées de cuisine dans leur circonscription respective pour tâter le pouls de la population. Les députés devaient faire ensuite rapport au comité parlementaire pilotant les consultations. Jusqu'à présent, 166 élus ont remis leur rapport. À leur lecture, on constate qu'aucun système de remplacement ne rallie une majorité de citoyens, mais la représentation proportionnelle mixte est la plus souvent citée. Plusieurs rapports font état du désir des citoyens d'incorporer une forme de proportionnalité en général. Dans ces cas, s'ils ne privilégient pas une forme particulière de proportionnalité, les citoyens s'opposent très massivement aux versions ayant surtout recours aux listes de candidats établies par les partis politiques. Le désir de conserver des élus représentant un endroit géographique précis est fort. Notons que plusieurs rapports font état d'une préférence pour le statu quo. Enfin, à peine une poignée demandent le vote préférentiel.

## POUVOIR

SUIVE DE LA PAGE B 1

Obama, il avait en effet lâché ceci : « Nous devrions marcher sur Washington et arrêter ce simulacre. »

Cependant, Donald Trump, ancien démocrate et indépendant qui n'est membre du Parti républicain que depuis l'an dernier, n'est pas totalement synchrone avec une formation qui, même avant lui, était très divisée.

Sa promesse de renégocier ou de dénoncer l'ALENA et d'autres accords de libre-échange pour arrêter l'hémorragie de délocalisations, voire rapatrier des emplois, déplaît aux républicains néolibéraux. Mais elle le rapproche de Bernie Sanders, le sénateur socialiste qui nargua Hillary Clinton durant les primaires en puisant, comme Donald Trump, au mécontentement du peuple contre les élites.

Pour Donald Trump, la voie la plus sûre vers un bilan positif de sa présidence semble être celle du pragmatisme.

« Si Donald Trump veut être un président efficace, il va lui falloir gouverner d'une manière non idéologique, indique au Devoir Antoine Yoshinaka, politologue à l'Université de Buffalo. C'est d'ailleurs probablement ce qu'il va faire, car le candidat Trump ne s'est pas montré homme à avoir des positions philosophiques profondément ancrées. »

S'il veut réviser la politique de libre-échange, il pourrait trouver des alliés en Bernie Sanders et Elizabeth Warren, les dirigeants de la mouvance progressiste qui se disent prêts à « collaborer avec Donald Trump autour de mesures qui reconstruisent notre économie pour qu'elle béné-

ficie aux travailleurs et à leurs familles. »

S'il veut vite parvenir à un résultat concret qui réponde, à la fois, à ses objectifs de création d'emplois, de modernisation du pays et de croissance économique, il devra se focaliser sur son plan de rénovation des infrastructures, l'un des rares terrains d'entente potentiels entre républicains et démocrates.

S'il veut pouvoir installer un magistrat à la Cour suprême pour succéder à feu Antonin Scalia, il devra choisir quelqu'un qui n'est pas un idéologue ultraconservateur et qui ne risque pas le rejet des démocrates et des quelques républicains modérés restant au Sénat.

« Si Trump agissait rationnellement et constitutionnellement, il pourrait probablement faire passer beaucoup de choses au Congrès, notamment l'abolition de l'Obamacare, une diminution des impôts, une réduction du rôle du gouvernement fédéral dans l'éducation, une élimination importante de réglementations et son mur frontalier sous une forme ou une autre », estime James Ceaser, politologue à l'Université de Virginie et à la Hoover Institution.

Mais dans l'immédiat, ce sont les choix de Donald Trump dans la formation de son gouvernement et de son équipe de conseillers qui signaleront comment il entend gouverner.

À cet égard, les noms qui circulent (Rudy Giuliani, Newt Gingrich, son beau-fils Jared Kushner, un gestionnaire de hedge funds, voire l'un de ses fils) laissent présager un président Trump plus idéologique que pragmatique, plus népotiste que réformiste, plus « establishment » que pro-changement, plus droitiste qu'indépendant.

« Trump avec un Congrès républicain, nous avons là vraiment quelque chose qui se rapproche du fascisme », lance au Devoir Harvey Feigenbaum, politologue à l'Université George

Washington dans la capitale.

Harvey Feigenbaum précise que « Donald Trump n'est pas lui-même un fasciste, mais un populiste de droite aux tendances autoritaires ». Il explique en particulier que le président élu « n'est pas militariste, ni favorable à une politique étrangère expansionniste ».

Le professeur Feigenbaum souligne que Donald Trump n'en est pas moins « dangereux », car « tous les populistes de droite proposent des panacées simplistes qui ont peu de chances d'améliorer les choses et ont tendance à exploiter ceux qui votent pour eux ».

Les électeurs qui ont voté pour Donald Trump et pour l'autre candidat hors norme qu'était Bernie Sanders font mentir les catégorisations politiques simplistes.

« La course à la Maison-Blanche a révélé et exprimé un grand mécontentement populaire, et cela a éclairé de nombreux politiciens sur l'existence de courants d'opinion qu'ils n'avaient pas évalués de manière adéquate », observe James Ceaser, le politologue de l'Université de Virginie.

Le président élu a une occasion historique d'apporter un changement positif en défiant, comme les électeurs, les catégorisations politiques simplistes et en s'alliant avec Bernie Sanders pour améliorer la vie des Américains dont Bruce Springsteen parle dans des chansons comme Youngstown.

Le plus tragique, peut-être, serait de voir Donald Trump trahir ceux qui ont voté pour lui, notamment les Américains déclassés par la mondialisation, et, au-delà, la majorité qui ne se reconnaît plus dans les deux partis politiques dominants.

Le Devoir

## La réconciliation

MICHEL DAVID



Jean-Marc Fournier avait pourtant l'air décidé, jeudi dernier, quand il menaçait de s'adresser aux tribunaux si le gouvernement fédéral augmentait la garantie de prêt qu'il a déjà consentie en 2013 à Terre-Neuve pour financer le projet hydroélectrique de Muskrat Falls, qui se dirige tout droit vers un désastre. « Une décision inexplicable et inacceptable », disait le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. Une « concurrence déloyale » pour Hydro-Québec, qui n'a jamais pu compter sur l'aide fédérale.

Jean-François Lisée exige une compensation. Compte tenu de sa population, l'équivalent de l'économie d'emprunt de 1,5 milliard réalisée par Terre-Neuve serait de 23 milliards pour le Québec, a-t-il calculé. Qu'un chef du PQ songe même à solliciter la participation d'Ottawa au financement des infrastructures d'Hydro-Québec a de quoi étonner. Si le fédéral ne l'a jamais fait, c'est qu'on n'a jamais voulu l'associer de près ou de loin à ce joyau de notre patrimoine.

Dans une lettre publiée en début de semaine, M. Fournier a d'ailleurs fait une remarquable volte-face. Plus question de poursuites ou de compensation. « La voie de l'avenir réside non pas en la judiciarisation du passé entre nos deux provinces, mais plutôt dans un dialogue constructif ouvert sur l'avenir envisageant une collaboration pour la mise en valeur de nos ressources hydroélectriques respectives. Il faut éviter d'ériger nos concitoyens les uns contre les autres, mais plutôt travailler à les rassembler en cherchant une formule avantageuse pour tous », écrit-il.

La lettre de M. Fournier ne précise pas jusqu'où pourrait aller cette collaboration. C'est peut-être du bla-bla bon-ententiste de pure forme, mais cela peut aussi être interprété comme une invitation à entreprendre des discussions qui, au-delà du cas de Muskrat Falls, pourraient inclure le vieux contentieux autour du contrat de vente de l'électricité produite par la centrale de Churchill Falls, qui empoisonne les relations entre Québec et Terre-Neuve depuis des décennies.

◆ ◆ ◆

**La Cour supérieure et la Cour d'appel du Québec viennent toutes deux de réitérer la validité du contrat pour les 25 prochaines années**

Ce contrat signé en 1969 engageait Hydro-Québec à acheter jusqu'en 2041, et à un prix dérisoire, la totalité de l'électricité de Churchill Falls, qu'elle revend depuis avec un profit qui en a fait un véritable marché de dupes pour Terre-Neuve. Ses gouvernements ont eu beau multiplier les recours devant les tribunaux, ce contrat n'a jamais pu être invalidé.

« Et si, au lieu de rester figé dans le passé chacun de notre côté, on se retroussait les manches pour préparer l'avenir ensemble ? » demande M. Fournier, qui invoque maintenant la nécessité de lutter contre les changements climatiques.

Quand Ottawa avait accordé une première garantie de prêt à Muskrat Falls, en 2011, Stephen Harper avait aussi fait valoir cet argument, mais le premier ministre Charest n'avait rien voulu savoir. Si le gouvernement fédéral avait de l'argent à investir dans la lutte contre les changements climatiques, il pouvait toujours financer des projets de train rapide entre les grandes villes du pays, avait-il répliqué. Il est vrai qu'en matière de GES, M. Harper n'était pas très crédible.

◆ ◆ ◆

Les relations n'étaient guère meilleures avec Terre-Neuve, où le premier ministre Danny Williams, qui n'avait toujours pas digéré le contrat de 1969, avait ameuté tout le pays contre la tentative d'Hydro-Québec de faire l'acquisition d'Énergie Nouveau-Brunswick, présentée comme une nouvelle manifestation de l'impérialisme québécois.

Comme on le sait, le premier ministre Couillard hérité au plus haut point les « valeurs canadiennes » qui, à entendre la ministre des Finances de Terre-Neuve, Cathy Bennett, devraient nous inciter à « soutenir nos voisins ». Il ne demande sûrement pas mieux que d'afficher sa fibre canadienne.

Remarque, il n'y a rien de mal à jeter « un regard nouveau sur nos relations », comme le propose M. Fournier, ne serait-ce qu'à titre exploratoire. La meilleure façon d'écarter le gouvernement fédéral du dossier serait peut-être de réexaminer celui-ci dans son ensemble, y compris le contrat de 1969.

Le Québec serait en bonne position pour négocier. La Cour supérieure et la Cour d'appel du Québec viennent toutes deux de réitérer la validité du contrat pour les 25 prochaines années. Selon toute probabilité, la Cour suprême le confirmera si on lui demande son avis. D'autre part, la bonification de la garantie de prêt consentie par Ottawa n'empêchera pas les coûts de production de l'électricité produite à Muskrat Falls d'excéder très largement les prix courants pendant encore longtemps.

Que le Québec soit devenu indépendant ou qu'il soit toujours membre de la fédération, Terre-Neuve sera encore notre voisin en 2041 et le bon voisinage a ses avantages. Il n'est peut-être pas trop tôt pour amorcer la réconciliation.

Collaboratrice Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

# ÉDITORIAL

CONGRÈS DE LA CAQ

## Tentations trumpiennes

Depuis sa fondation il y a cinq ans, la Coalition avenir Québec a eu du mal à définir sa personnalité. Son virage nationaliste de 2015 et l'article 1 qu'elle adoptera en fin de semaine la ramènent à un aspect trop négligé de l'ADN de l'ADQ. La critique des élites inspirée par la présidentielle américaine est-elle vraiment l'ingrédient manquant qui permettra à la CAQ de prendre son essor?

En fondant la CAQ il y a cinq ans, François Legault proclamait la fin du clivage fédéraliste-souverainiste. Il prenait alors passablement ses rêves pour des réalités. La CAQ mangea la poussière en 2012 et en 2014. La dernière fois aux mains des libéraux de Philippe Couillard, qui n'ont eu qu'à crier «référendum» pour faire oublier l'usure du PLQ et la faiblesse de son programme. Le 8 avril 2014, M. Legault eut cette habile formule: «Le pays imaginaire nuit à bien des égards au pays réel.» La possibilité, même très hypothétique, que le PQ tienne un autre référendum permet «au Parti libéral de remporter des élections sans trop d'efforts».

L'analyse était intéressante. Mais contredisait le Legault de 2011: le fameux clivage opère donc encore. Après le départ de membres les plus à droite, mais aussi des antinationalistes (tels Deltell et Anglade), la CAQ put se redéfinir autour de l'attachement au Québec. Ce «virage nationaliste» lui permettait d'exprimer une partie de l'ADN de l'ADQ occultée sous Deltell. La fondation de l'ADQ (qu'avalait la CAQ en 2011) fut précisément liée à la crise constitutionnelle de Meech. Les Dumont et Allaire avaient claqué la porte du PLQ de Bourassa lorsque ce dernier s'était comporté en «tricheur» dans l'après-Meech. À la CAQ, qu'on veuille graver — au congrès de 2016 qui s'ouvre ce samedi à Drummondville — encore plus clairement le virage

de 2015 dans le marbre d'un article 1 peut paraître redondant. Mais en promettant désormais d'«assurer le développement et la prospérité de la nation québécoise à l'intérieur du Canada», il évacue toute possibilité qu'un jour, dans certaines circonstances, la CAQ puisse adopter une position du type ADQ-1995: «Souveraineté si nécessaire, mais pas nécessairement la souveraineté».

Encore une fois cependant, la CAQ semble faire dans le positionnement politique plutôt que dans les convictions réelles. Soit, le cahier du participant du congrès de la fin de semaine regorge de thèmes proprement nationalistes (application de la loi 101 aux entreprises de charte fédérale, déclaration de revenus unique, etc.). Certes, la CAQ vient de déposer un intéressant rapport sur la défense du français et la francisation des immigrants. Cela contraste avec la bataille en règle que la CAQ mène il y a moins de trois ans contre le projet de loi 14 du gouvernement Marois, dont le but était précisément de renforcer la loi 101. À l'époque, la députée Nathalie Roy disait pourfendre un «acharnement idéologique improductif».

On peut comprendre qu'un parti évolue. La CAQ donne cependant l'impression de toujours être en train de sentir le vent. En point de presse, M. Legault fait souvent d'intéressantes analyses politiques. Mais il ressemble à un chef cuisinier toujours en train d'ajuster sa recette afin de ravir le plus possible les papilles gustatives des électeurs. Encore cette semaine, il tirait cette leçon de la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine: «Il y a une certaine élite au Québec qui doit se remettre en question.»

L'analyse est intéressante, bien que paradoxale venant d'un homme fortuné, faisant partie de l'élite politique et des affaires. Du reste, la victoire de Trump grâce au système des grands électeurs masque non seulement sa défaite au vote populaire, mais aussi l'abstention de bien des démocrates noirs et des partisans de Bernie Sanders. Attention, donc, aux «leçons» trop rapides ou trompeuses.

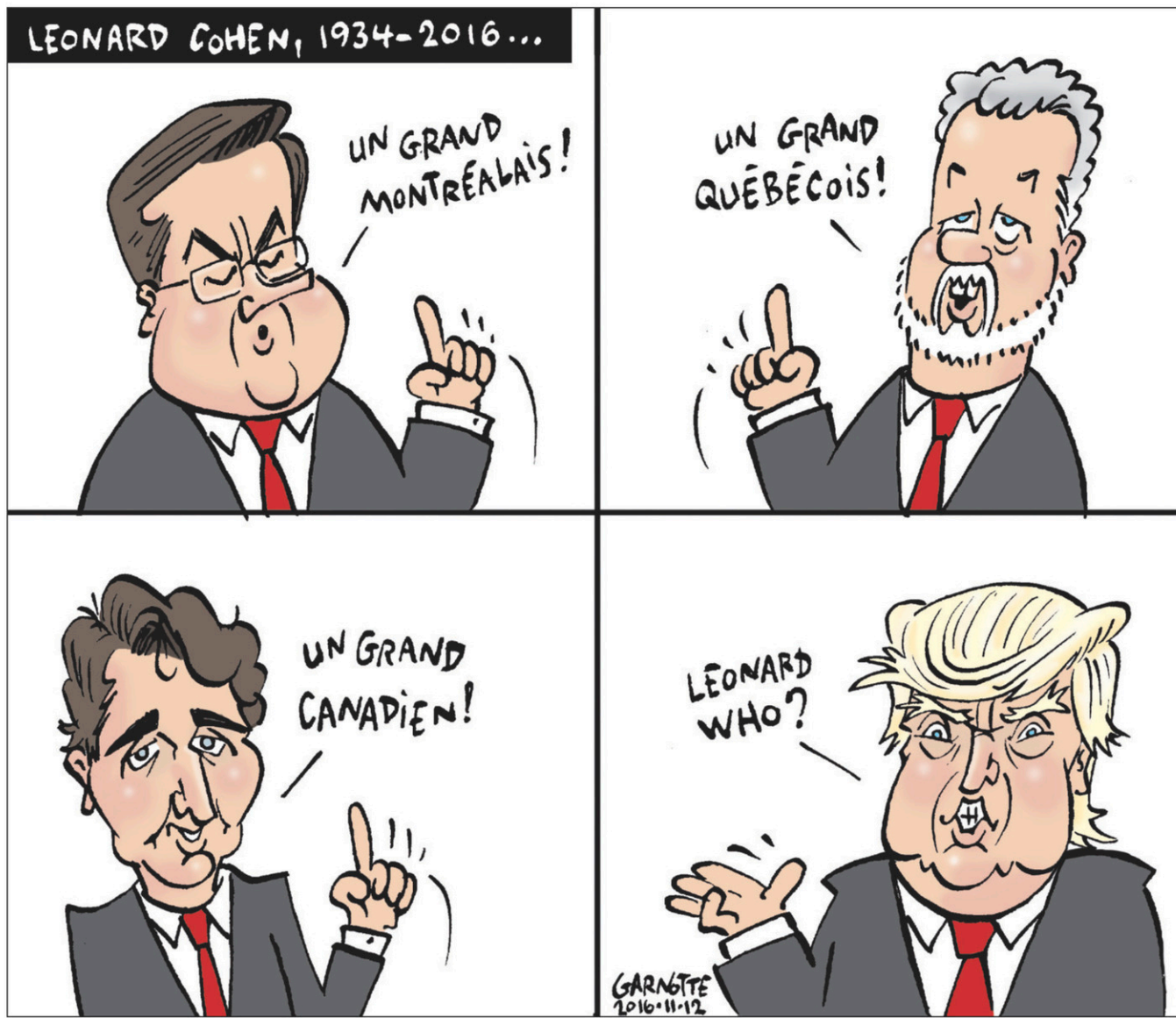
M. Legault en déduit qu'il «y a une urgence d'écouter la population, [...] les familles», notamment dans le fait qu'elles «veulent des baisses d'impôt» et qu'elles «sont inquiètes face à l'immigration». Écouter les gens: on ne peut dire, dans les démocraties contemporaines, qu'on ne tente pas de le faire. Les consultations se multiplient; les tournées de personnalités, de politiques, se succèdent à un rythme d'enfer. Même que les politiciens donnent souvent l'impression d'être les «esclaves de l'opinion, asservis aux sondages», comme l'écrivait l'historien français Jacques Julliard dans *La faute aux élites* (Gallimard, 1997).

D'ailleurs, ce dernier concluait son ouvrage en notant que «l'élitisme, c'est-à-dire la démocratie sans le peuple, et le populisme, c'est-à-dire le peuple sans la démocratie, sont deux cancers qui nous rongent en se nourrissant l'un de l'autre». Voilà une phrase que les élus, mais nous aussi, comme électeurs, auraient avantage à méditer, actuellement.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES  
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN  
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS  
 Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

### Se mentir à soi-même

Ainsi, l'élection de Donald Trump a été un choc pour plusieurs, et surtout pour les entreprises de sondages, qui n'avaient pas vu venir le coup. Il se pourrait donc qu'à de très nombreuses reprises, quelqu'un quel que part n'ait pas dit la vérité pour ainsi faire mentir les sondages. Dès lors, on constate que c'est loin d'être une science exacte. Ce qui a pu rendre si imprécises et incertaines la cueillette et l'analyse des données dans les sondages sur les intentions de vote, c'est le phénomène de la désirabilité sociale. Il peut amener une personne à dire le contraire de ce qu'elle pense pour éviter la désapprobation de son interlocuteur, ce qui crée alors un biais pouvant fausser les résultats. Il est en effet très difficile de mesurer le nombre de personnes qui ont déclaré vouloir voter pour Hillary Clinton, mais qui, une fois seules avec elles-mêmes dans le confort du secret de l'isoloir, ont voté pour Donald Trump. J'imagine que, dans beaucoup de situations sociales au cours de la dernière année, oser dire qu'on voterait pour Trump représentait un haut risque de recevoir l'approbation du groupe. De plus, qui oserait avouer qu'il ment? Ainsi, le mensonge à soi-même accompagne la désirabilité sociale dans les situations où la pression par les pairs se fait sentir et que la vérité qu'on voudrait dire est inavouable et irrecevable par l'entourage. Il est une réaction défensive à un sentiment d'inadéquation ou de honte personnelle face aux injonctions so-

ciales. Pour illustrer encore, pensons à tous ces gens qui disent boycotter Walmart, mais qui aiment bien y déambuler en toute aisance dans l'anonymat de la foule. Milan Kundera, dans *L'insoutenable légèreté de l'être*, a mis en lumière cette réalité humaine ombrageuse: «Vivre dans la vérité, ne mentir ni à soi-même ni aux autres, ce n'est possible qu'à la condition de vivre sans public. Dès lors qu'il y a un témoin de nos actes, nous nous adaptons bon gré mal gré aux yeux qui nous observent et plus rien de ce que nous faisons est vrai.»

Marc Therrien  
 Psychologue  
 Le 11 novembre 2016

### La rue Leonard-Cohen

Encore sonnées par la mort du grand poète-chansonnier, certaines voix ont pourtant déjà proposé d'immortaliser le nom de Leonard Cohen, de lui «donner» un parc, une place, une rue.

Je vis non loin de la rue Amherst, laquelle porte le nom de ce baron anglais raciste, haineux à l'endroit des Canadiens français et des autochtones. Pourquoi ne pas profiter de la mort du grand Cohen pour faire disparaître le nom de celui qui symbolise cet affront de l'histoire en remplaçant le nom d'Amherst par le nom d'un homme plein d'humanité et de respect? Leonard Cohen, anglophone et respectueux des concitoyens francophones, issu des milieux privilégiés de Westmount et habitant du Plateau Mont-Royal, grand poète reconnu

mondialement et très montréalais dans son être, ses écrits et ses chansons.

Remplacer la rue Amherst par la rue Leonard-Cohen amenuiserait la déchirure Anglo/Franco en faisant disparaître le mépris à l'avantage de l'ouverture qu'incarnait l'auteur de *Hallelujah*. Située dans l'est de la ville, cette nouvelle rue Leonard-Cohen contribuerait, à sa façon, à favoriser l'harmonie et la paix tant célébrées par cet «oiseau sur le fil».

Normand Breault  
 Montréal, le 11 novembre 2016

### Cohen et le Québec

Ceux et celles qui s'intéressent toujours au Québec, et qui, aujourd'hui, s'interrogent sur les positions prises par Léonard Cohen se reporteront avec intérêt à ce que notre barde montréalais avait à dire sur le sujet à l'occasion d'une longue interview qu'il accorda au journal *Le Monde* en 1970: «Je me sentais proche d'eux parce qu'ils ne se résignaient pas à voir disparaître toute trace française en Amérique du Nord. [...] Et puis, ce qui m'a séduit à l'époque, c'était l'isolement de ces gens qui tentaient de donner forme à ce petit coin de continent américain. Pour le garder. Pour résister. Contre quoi? Contre l'Amérique. Pas tant l'impérialisme yankee et tout ça. Mais pour maintenir sur le sol américain une autre culture, une autre option.»

Guy Bouthillier  
 Outremont, le 11 novembre 2016

L I B R E O P I N I O N

## Trump dévore les médias

PIERRE DUCHESNE

Ancien journaliste et ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Se moquant des médias, dont il est en grande partie un produit grâce à la télé-réalité *The Apprentice* qu'il a animée pendant 11 ans, Donald Trump a rendu l'improbable possible.

Alors que le domaine de l'information partage maintenant la scène avec l'industrie du spectacle, que la nouvelle est devenue un produit commercial où les nuances et la complexité de notre monde ne sont que peu expliquées parce que pas rentables, un homme au discours simplificateur répondant au cynisme ambiant est devenu président.

Quand la rapidité est la valeur première des salles de rédaction, l'information devient fragmentaire et souvent éphémère. On laisse alors beaucoup de place à l'opinion qui, elle, se forge aussi rapidement qu'un préjugé. Des commentateurs se lancent alors dans l'interprétation du discours plutôt que d'aller aux sources du discours même. On multiplie les sondages pour masquer une couverture médiatique incapable de préciser les enjeux. Le site américain Real Clear Politics a d'ailleurs comptabilisé, de mai à novembre 2016, 260 sondages, dont seulement 29 donnaient Donald Trump gagnant! Les outils de mesure semblent ignorer la colère et le désenchantement.

De plus en plus de citoyens résistent et refusent de collaborer aux enquêtes d'opinion.

Pour le citoyen, distinguer l'essentiel parmi l'abondance de l'information devient périlleux. Et face à ce monde qu'il ne comprend plus et qui change rapidement, les propos de Donald Trump dénonçant l'establishment en place sont rassurants.

Alors que des communautés entières aux États-Unis sont frappées durement par la mondialisation de l'économie entraînant une hausse du chômage et un appauvrissement des ménages, Donald Trump est celui qui a dit vouloir écouter les délaissés du système. Son discours a répondu à leurs inquiétudes et à leur colère.

### Timide contre-pouvoir

Entre-temps, la concentration de l'information entre les mains de quelques grands conglomérats a eu pour conséquence de réduire le nombre de journalistes. Jamais, depuis 40 ans, la force journalistique américaine n'a été aussi peu nombreuse. L'essentiel des effectifs se retrouve maintenant concentré dans les grandes agglomérations, loin des arrondissements industriels qui, autrefois, incarnaient la fierté des États-Unis.

Alors que le pouvoir des médias, appelé aussi le 4<sup>e</sup> pouvoir, doit critiquer le 1<sup>er</sup> pouvoir, les Américains sont en mesure de constater que,

dans certains dossiers, le rôle de contre-pouvoir que doivent jouer les médias s'exprime bien timidement. Ainsi, toutes les ententes internationales de commerce négociées ces dernières décennies ont été encouragées par les différents gouvernements américains avec l'appui des grands médias et de leurs experts. Les conséquences de ces ententes sur la main-d'œuvre industrielle semblent avoir été sous-estimées. Les négociations menant à ces ententes demeurent secrètes et hermétiques. Le rôle des médias à cet égard est un échec vibrant; personne ne comprend ce qui se trouve dans ces documents. La classe politique, elle, ne semble pas vouloir démocratiser le processus de négociation. Face au mystère, les citoyens imaginent alors de fantomatiques mises en scène et des théories du complot pullulent sur les réseaux sociaux. Ici, le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> pouvoir, à l'exception de quelques médias marginaux, semblent marcher main dans la main. De l'extérieur, la classe politique et la classe médiatique apparaissent alors comme les protagonistes d'un même jeu.

Dans ce contexte, quand Donald Trump a affirmé qu'il incarnerait «le règne du peuple, plutôt que celui des groupes d'intérêts», il a reçu l'attention de ceux à qui la classe politique ne s'adresse plus. Donald Trump est devenu le paravent reconfortant d'une partie importante de la population américaine affai-

blie par le déclin industriel de sa nation.

Et pendant que ce candidat non orthodoxe multipliait les déclarations incendiaires, outrepassant toutes les règles et les conventions encadrant traditionnellement une campagne à la présidence des États-Unis, les médias américains, déstabilisés par tant de désinvolture, ont appliqué à ce personnage hors norme les mêmes normes journalistiques qu'ils appliquaient depuis des décennies, comme le concept d'équilibre dans le traitement de l'information entre les différents candidats.

On a ainsi mis sur le même pied la seule histoire des courriels non sécurisés d'Hillary Clinton à l'ensemble des scandales visant Donald Trump, et ce, par souci d'équité... Dans les jours précédant le scrutin, les principaux journaux des États-Unis prenaient tous position en faveur d'Hillary Clinton, mais il était trop tard. Ainsi, le vociférant personnage a dévoré ceux qui l'ont fait connaître aux Américains. Plusieurs grands médias reconnaissent actuellement leurs torts, du *New York Times* au magazine *The Atlantic*. On a laissé une place démesurée au personnage parce qu'il suscitait beaucoup de curiosité par son approche spectaculaire et inédite.

À tous ces analystes qui annonçaient sa défaite, l'ancien animateur de l'émission *The Apprentice* est donc en mesure de dire: «You're fired!» (Vous êtes virés!)

## IDÉES

## RÉFORME

L'aide sociale  
et la peur de la faimLa loi 25 adoptée cette semaine  
doit être dénoncée

MARTIN PETITCLERC

Professeur au Département  
d'histoire de l'UQAM

CORY VERBAUWHEDE

Doctorant, Centre d'histoire des  
régulations sociales

Pièce maîtresse de la session d'automne du gouvernement Couillard, le projet de loi 70 visant à réformer le programme d'aide sociale — devenu la loi 25 — a été adopté ce jeudi 10 novembre. Par les menaces qu'elle fait planer sur les personnes qui demandent une aide de dernier recours et leurs familles, la «Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi» doit être dénoncée.

Rappelons d'abord que cette loi crée un programme d'employabilité pour les nouveaux demandeurs d'aide sociale qui sont sans contrainte à l'emploi. Ce programme, d'une durée minimale de 12 mois, les obligera à accepter «tout emploi convenable» et à maintenir leur lien d'emploi. Chaque personne visée qui ne respecterait pas les conditions du «plan d'intégration en emploi» verrait sa maigre prestation mensuelle de 623\$ (965\$ pour deux adultes) amputée de plusieurs centaines de dollars. Celle qui refuserait de se soumettre à un tel plan serait tout simplement coupée de l'aide sociale.

## Pas une garantie

Évidemment, l'obtention d'un «emploi convenable» n'est pas la garantie d'une amélioration des conditions de vie des personnes ou des familles assistées sociales. Le salaire minimum, actuellement de 10,75\$ l'heure, est bien insuffisant pour permettre à une personne, travaillant à temps plein, d'atteindre le seuil de faible revenu pourtant déterminé par l'État québécois, et d'autant plus si elle a des enfants à charge. À la lumière de ces éléments, il nous semble bien que le gouvernement libéral ait pour principaux objectifs de couper le budget de l'aide sociale et de fournir une main-d'œuvre à bon marché aux entreprises.

Le gouvernement est donc allé de l'avant dans son approche coercitive à l'égard des personnes assistées sociales, en les menaçant notamment de couper une aide de dernier recours déjà insuffisante pour subvenir à leurs besoins essentiels. Il va sans dire qu'une telle politique contrevient à sa responsabilité de veiller au «respect de la dignité humaine» et à l'atteinte d'un «Québec sans pauvreté», deux objectifs contenus dans la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

## La citoyenneté sociale

Derrière cette nouvelle attaque aux droits des assistés sociaux se profile bien sûr la question sociale qui a traversé l'histoire des sociétés démocratiques depuis plus de 200 ans. Cette loi illustre la lente érosion, ressentie surtout depuis le tournant des années 1980, de ce que le sociologue britannique Thomas Humphrey Marshall (1893-

1981) a appelé la «citoyenneté sociale».

En 1949, ce dernier a prononcé une conférence devenue célèbre qui expliquait pourquoi le principe de la citoyenneté devait primer celui du marché dans une société démocratique. Pour Marshall, la citoyenneté sociale devait procurer à tous les membres d'une communauté politique démocratique les conditions minimales d'existence leur permettant de jouir de leurs libertés civiles (liberté de travailler, de penser, de circuler, etc.) et d'exercer pleinement leurs droits politiques (participation à la vie civique, vote aux élections, etc.). Cette conception de la citoyenneté sociale a été l'une des idées politiques les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est toujours au cœur de la plupart des demandes citoyennes visant à réduire les inégalités sociales engendrées par le système économique.

## La peur de la faim

Cette idée d'une citoyenneté sociale a représenté une rupture dans l'histoire de la question sociale en Occident. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le développement du capitalisme et du marché du travail a été accompagné d'une politique extrêmement punitive visant à restreindre considérablement, voire même à interdire l'aide publique ou privée aux pauvres «sans contrainte à l'emploi». Pour les capitalistes et les réformateurs convaincus de l'équilibre naturel du marché, seule la crainte de mourir de faim était un incitatif assez puissant pour convaincre les pauvres, continuellement soupçonnés de paresse, de se trouver un emploi, quel qu'il soit.

Après un siècle d'une cruelle et inefficace chasse aux «mauvais pauvres», Marshall en est arrivé à la conclusion que cette politique cynique de la faim empêchait les sociétés démocratiques de réaliser pleinement les promesses de l'égalité citoyenne. Pour lui, cette citoyenneté sociale devait garantir à chacun un minimum de bien-être économique, un droit de bénéficier pleinement des fruits hérités du travail des générations passées et donc de mener une vie à la mesure des conditions d'existence de sa société. L'aide de dernier recours à l'égard des personnes les plus pauvres ne devait donc plus relever d'une charité humiliante, mais d'un droit.

## L'enjeu fondamental

On comprend alors mieux l'enjeu fondamental de cette nouvelle réforme de l'aide sociale. En rendant conditionnelle une bonne partie de l'aide de dernier recours, le gouvernement libéral vise à instaurer la peur de la faim chez les nouveaux demandeurs d'assistance et leurs familles. Dans une société démocratique, qui devrait normalement privilégier le principe de la citoyenneté à celui du marché, il faudrait plutôt défendre cette aide comme un droit social inaliénable, et même la bonifier afin de libérer enfin nos concitoyens les plus défavorisés de cette peur d'un autre âge.



Donald Trump entouré de ses partisans à Raleigh, en Caroline du Nord, la journée avant son élection

## TRUMP ET LE REPLI IDENTITAIRE AMÉRICAIN

## Le grand démantèlement

Un immense mensonge est à la source  
de la nouvelle présidence américaine

LOUIS BALTHAZAR

Professeur émérite à l'Université  
Laval et membre de  
l'Observatoire sur les États-Unis  
de la Chaire Raoul-Dandurand

Il faut remonter à l'élection présidentielle de 1920 pour repérer un changement aussi complet de la politique américaine que celui que nous annonçons la victoire de Donald Trump. À cette époque, comme aujourd'hui, la population américaine exprimait une volonté de se retrancher par rapport au monde. On parle aujourd'hui de rejet de la mondialisation et des accords internationaux. On parlait alors d'un refus de participer à une organisation internationale, la Société des Nations, celle-là même qui avait été conçue par le président américain en fin de mandat.

Comme Donald Trump s'apprête à démanteler tout ce que le président Obama a péniblement construit au cours des dernières années, Warren Harding, un magnat de la presse, presque aussi mal préparé que Trump à exercer ses fonctions, devait aussi détruire l'héritage de Woodrow Wilson, un intellectuel comme Barack Obama, qui avait engagé son pays dans le conflit mondial et dans les efforts de reconstruction du système international. L'avènement des républicains au pouvoir signalait aussi un rejet du progressisme en politique intérieure, autant celui du républicain Théodore Roosevelt que celui du démocrate Wilson.

Il s'ensuivit une période de laisser-faire et d'isolationnisme dont on a souvent relevé les conséquences désastreuses pour les États-Unis et pour le système international. Certes, le commerce international a été soutenu par Washington durant la première décennie de cette période, mais il a été sérieusement restreint par le krach boursier de 1929 et la Grande Dépression qui suivit. On assista alors à un re-

tranchement brutal de l'économie américaine et à une montée spectaculaire du protectionnisme, annoncée d'abord aux États-Unis et, par voie de conséquence, un peu partout dans le monde. Les Américains et le monde devaient payer très cher pour cet isolationnisme et cet égocentrisme national.

## Le danger

Notre époque est évidemment bien différente de celle des années 1930. Il nous faut bien constater cependant une inquiétante percée d'un nationalisme exacerbé. Le nationalisme en lui-même est un phénomène acceptable. Il a pu être source de bienfaits tant pour les peuples que pour l'ensemble du monde dans la

**Le nationalisme n'a jamais été aussi pervers qu'au moment où il a été alimenté par le ressentiment d'une majorité qui se sent lésée par ses minorités**

mesure où il a été accompagné d'ouverture à l'international et de respect des minorités à l'intérieur.

Ce ne semble pas être le cas pour le nationalisme qui a alimenté la campagne électorale de Donald Trump. Pour restaurer la grandeur du pays, le tribun qui a magnétisé les foules promettait de mettre fin à une mondialisation jugée dommageable pour l'économie et les emplois. Il s'engageait aussi à restreindre l'immigration, à déporter massivement les immigrants illégaux, à autoriser le profilage racial. Son auditoire a toujours été composé d'une forte majorité de Blancs désenchantés par la transformation démographique de leur pays.

Ce sont encore des hommes blancs peu instruits et résidant hors des grandes villes qui ont contribué à la victoire de Donald Trump. On peut voir chez ces gens une sorte de cri désespéré

face à leur pays qui est en voie d'être peuplé par une majorité de personnes qui ne sont pas issues de la civilisation occidentale européenne. Restaurer la grandeur des États-Unis, cela semble bien signifier pour eux un retour à une période où le pays était nettement dominé par sa majorité de race blanche.

## Le ressentiment

Le nationalisme n'a jamais été aussi pervers qu'au moment où il a été alimenté par le ressentiment d'une majorité qui se sent lésée par ses minorités. C'est ce qui se produit présentement dans de larges secteurs de la population américaine. C'est à ces secteurs que l'on doit la victoire de Trump.

Au surplus, ce sont de fausses perceptions qu'on a entretenues dans ces populations. On a fait croire aux gens que le plus grand nombre des emplois perdus l'étaient soit en raison des accords internationaux, soit à cause d'un trop grand nombre d'immigrants. Or on a bel et bien démontré que les délocalisations d'entreprises n'étaient responsables que d'une fraction minime des pertes d'emploi. Pour la grande majorité, il s'agissait plutôt de délocalisations à l'intérieur du pays ou du phénomène de la robotisation. Il est aussi démontré que les immigrants ne sont que très rarement des voleurs d'emplois. Quant à l'invasion des immigrants, c'est toujours là où il se manifeste le moins qu'il est redouté davantage. Le message de Trump n'a pas été entendu dans les grandes villes du pays. C'est donc un immense mensonge qui est à la source de la nouvelle présidence américaine.

## Quelle leçon en tirer?

Il est bien vrai que la campagne démocrate aurait dû prêter plus d'attention au désarroi de ces populations blanches peu instruites. En donnant raison à leurs inquié-

tudes? Fallait-il alimenter leurs fausses perceptions? Il fallait au contraire tâcher de mieux les informer, leur donner accès à l'éducation et sans doute leur proposer des programmes de réhabilitation ou de compensation.

Ce n'est malheureusement pas ce que Trump et les républicains leur promettent. On parle plutôt de coupes massives de taxes, de réduction des programmes sociaux et de mettre fin à des accords commerciaux qui ont contribué à la prospérité économique du pays. Comment penser que de telles perspectives se traduiraient par une amélioration du niveau de vie de ces Américains qui se sentent trahis par leurs élites? Il semble bien, au contraire, que les électeurs de Trump ne seront pas plus heureux que toutes ces personnes qui ont été flouées par ses pratiques commerciales douteuses.

Il faut donc être plus que prudent quand on cherche à tirer des leçons de cette élection pour les autres parties du monde, notamment l'Europe où d'autres nationalismes ethniques se sentent ragaillardis par la victoire de Trump. Faut-il croire que moins de mondialisation, plus de restrictions à l'immigration et à la protection des minorités auront raison de ces nationalismes? On peut en douter. La constatation la plus sage me paraît venir au contraire du ministre italien de l'Économie et du Développement, Carlo Calenda, cité par Peter Goodman dans le *New York Times* du 9 novembre: «Pour persuader les citoyens du bien-fondé de l'internationalisation de l'économie et de l'innovation, il faut [pour les gouvernements] investir abondamment. Autrement, c'est le populisme qui prévaut et cela sera un désastre pour l'économie.»

Dans la mesure où Donald Trump s'engage à investir massivement dans les infrastructures, il faut lui souhaiter qu'il aura plus de succès qu'Obama auprès du Congrès. C'est pour le moment la seule bonne nouvelle de cette élection présidentielle.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (recherche photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Ortlieb et Karl Retitto-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel Daviel (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiatv), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumont et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), Caroline Filion, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

# LEONARD COHEN 1934-2016



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Une prestigieuse lignée

Le rabbin **Lazarus Cohen** (à gauche) émigre de Wylkowyski sur la mer Baltique à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle. Il crée une fabrique de vêtements assez prospère. Son fils Lyon fait fructifier l'entreprise Cohen & Son et en fonde quelques autres. Il prend la tête de l'Association des fabricants de vêtements de Montréal. Il participe aussi à la création de plusieurs institutions phares de la communauté juive, dont la **synagogue Shaar-Shamayim** (ci-dessus), la première organisation sioniste canadienne, et le Jewish General Hospital. Il devient le premier président du Congrès juif canadien. Lyon a quatre enfants, dont Nathan. Vétéran de la Première Guerre mondiale, il épouse en 1927 l'infirmière Masha, fille du rabbin Solomon Klinitsky-Klein, maître hassidique surnommé « le prince des grammairiens ». Le couple s'installe au 599 de l'avenue Belmont à Westmount. En 1934, à 6 h 35, naît leur second enfant, appelé Leonard Norman.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Le Montréal du poète

Sa ville n'a jamais cessé d'habiter l'œuvre de Leonard Cohen, ses romans, ses poèmes, ses chansons. Court parcours en quatre lieux.

TEXTES DE STÉPHANE BAILLARGEON



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

### La mémoire vive

Suzanne Verdal accompagnait Armand Vaillancourt dans une soirée dansante sur des airs de jazz quand le sculpteur a présenté la jeune femme au poète. Après la séparation du couple, Suzanne vivait dans le Vieux-Montréal, avec sa fille Julie, dans un **appartement** (ci-contre, à gauche) déglingué, avec vue sur le fleuve. Leonard Cohen la visitait à l'été 1965 et en a tiré la fameuse chanson *Suzanne*: « *And she feeds you tea and oranges / That come all the way from China* ». Le véritable sujet de la chanson demeure le plus vieux quartier de la ville et son ambiance portuaire. « *Cette chanson est presque un reportage, c'est l'évocation précise de ce qui s'est exactement passé.* » Lui-même s'est ensuite installé près du boulevard Saint-Laurent, en face de ce qui allait devenir le **parc du Portugal**. **Armand Vaillancourt** (à droite) est passé s'y recueillir vendredi comme bien d'autres Montréalais depuis l'annonce de la mort du poète chansonnier.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

### L'esprit et le clocher

Le sectarisme est exclu de la famille Cohen. Ann, sa nounou irlandaise l'emmène parfois entendre la messe catholique. « *Il est impossible d'échapper à l'imagerie catholique à Montréal, qui est une sorte de Jérusalem ou de Qum du Nord, expliquera Leonard Cohen, une ville subtilement gouvernée par des principes religieux et moraux. Les religions organisées, c'était évident pendant que j'y grandissais, étaient très puissantes dans la ville.* » C'est dans un lieu de culte fondé par son aïeul qu'il découvre la musique. En flânant dans le parc Murray-Hill, près de la maison et de la synagogue de la famille, il découvre un jeune espagnol en train de gratter sa guitare et qui accepte de lui donner des cours. Après trois leçons, l'adolescent téléphone pour prendre un nouveau rendez-vous. Il apprend que son professeur s'est suicidé. Il dira plus tard: « *Ce sont ces six accords, ce modèle, qui ont constitué les bases de mes chansons et de toute ma musique.* »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

### Un café profond

Le jeune Leonard Cohen arpente les lieux de la bohème de Montréal dans les années 1950 et 1960. Il s'installe dans les petits restaurants pour contempler le monde. « *De mon café profond, je scrute le paysage tranquille* », avoue une de ses strophes de 1964. Il fréquente la cafétéria de la chaîne **Northeastern Lunch**, installée depuis 1912 à l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Timothée. À 20 ans, il y écrit en anglais un poème au titre français (*Les vieux*) où il décrit des « *hommes publics* » qui « *se murmurent des chansons confidentielles* ». L'enseigne de la façade du Northeastern Lunch a été redécouverte après un incendie en 2015. Plusieurs suggestions se font maintenant entendre pour commémorer la mémoire du poète. Certains souhaitent que la place des Festivals prenne son nom. D'autres citent la rue Marie-Anne, le parc du Portugal ou la bibliothèque de Westmount.